



#OnBloqueTout

**contre le budget de
Macron-Bayrou et la
barbarie capitaliste**

**Organisons le Soulèvement social et le
blocage général de l'économie par la
grève à partir du 10 septembre !**

**Une profonde colère sociale balaye
notre pays. Partout se font entendre
les appels à la grève et à la mobilisation
à partir du 10 septembre, en
convergence avec une mobilisation
citoyenne.**

Le projet de budget 2026, monstruosité antisociale, a été pour beaucoup la goutte de trop. La liste des mesures envisagées est d'une violence inouïe contre nos conquits sociaux, nos salaires et nos conditions de travail : suppression de 2 jours fériés, gel des pensions de retraites et des prestations sociales, déremboursement de médicaments, révision du statut d'affection longue durée, saignée des collectivités territoriales et donc, de nos Services publics, attaques du droit du travail et de l'assurance chômage...

Alors que les profits du CAC 40 explosent, les travailleurs et les travailleuses sont étranglés par l'inflation et la spéculation, les bas-salaires, les coupes brutales dans les

dépenses publiques, les vagues de licenciements notamment dans l'industrie. Dans le même temps, nos gouvernants préparent la 3^e guerre mondiale, militarisent l'économie, imposent des reculs sociaux.

Il ne s'agit ni de constater en silence la violence de classe, ni de se lamenter, l'heure est à agir pour faire reculer les capitalistes et leurs gouvernements et gagner sur nos revendications !

**Démission ou non du gouvernement,
élections ou non, l'heure est à la
LUTTE DES CLASSES !**

**L'Union départementale CGT du
Val-de-Marne appelle à la grève à
partir du 10 septembre !**

**Tous et toutes ensemble, dans l'unité
des travailleurs avec ou sans gilets,
pour faire tomber ce pouvoir qui
massacre nos vies !**

**Rassemblement le 10
septembre à 10h devant le
ministère du Travail à Paris
(14 AVENUE DUQUESNE)**

**Plus de 20% des jeunes sont au chômage ! La
paupérisation s'accélère : 15% des
travailleurs vivent sous le seuil de pauvreté !
Les licenciements pleuvent : 240 000 au
premier trimestre 2025. L'inflation nous a fait
perdre 20 à 30% de pouvoir d'achat en 5 ans !**

211 milliards « d'aides » aux entreprises dont 80 milliards d'exonérations de cotisations, c'est-à-dire de vol légal du salaire des travailleurs ; 100 milliards de fraude fiscale ; Budget militaire : la loi de programmation militaire française, votée en 2023 pour la période 2024-2030, prévoit 413 milliards d'euros pour les armées. Le voilà l'argent pour les retraites, l'assurance chômage, pour l'assurance maladie, pour les services publics

On Bloque Tout !

Un mouvement de grève massif ça se construit prioritairement dans l'entreprise, dans le service, dans l'atelier. Nous appelons donc à l'organisation d'assemblées générales partout pour mettre en débat la grève reconductible contre le budget d'austérité mais également pour :

- **La retraite à 60 ans !**
- **L'augmentation générale des salaires et des pensions !**
- **L'interdiction des licenciements sous peine d'expropriation !**
- **L'argent public pour les services publics, pas pour les monopoles capitalistes ni pour la guerre !**

Bloquer, c'est mettre à l'arrêt l'économie, c'est avant tout la grève !

La CGT appelle à un véritable soulèvement social et à construire la grève dans les entreprises, les ateliers, les services. Partout, organisons-nous pour engager et faire durer la grève dès le 10 septembre !

Les dates de mobilisations sont d'ores et déjà nombreuses depuis le 02 septembre dans l'énergie et les hôpitaux de Paris, jusqu'au 09 octobre pour l'ensemble de la santé et l'action sociale, avec bien sûr la journée interprofessionnelle de grève et de manifestations du 18 septembre.



Contrairement aux allégations du gouvernement et de leurs relais médiatiques, la charge de la « dette » française ne représente que 2% du PIB. Quant à la « dette » qui s'élève à 110% du budget de l'Etat, rappelons qu'en 1945/46 celle-ci atteignait 160% et que cela n'a pas empêché la mise en place de la Sécurité Sociale, de créer le statut de la Fonction publique, de nationaliser les grandes entreprises...etc. Non, l'austérité n'est pas une obligation c'est un choix politique, et nous n'en voulons pas !